



Histoire & mesure

XXVII-1 | 2012
Le prix de la mort

Emmanuel DIDIER, *En quoi consiste l'Amérique ? Les statistiques, le New Deal et la démocratie*, Paris, La Découverte, 2009, 318 p.

Martine Mespoulet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/4395>
ISBN : 0982-1783
ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2012
Pagination : 215-218
ISBN : 978-2-7132-2346-4
ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Martine Mespoulet, « Emmanuel DIDIER, *En quoi consiste l'Amérique ? Les statistiques, le New Deal et la démocratie*, Paris, La Découverte, 2009, 318 p. », *Histoire & mesure* [En ligne], XXVII-1 | 2012, mis en ligne le 25 juillet 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/4395>

Comptes Rendus

Emmanuel DIDIER, *En quoi consiste l'Amérique ? Les statistiques, le New Deal et la démocratie*, Paris, La Découverte, 2009, 318 p.

Dans cet ouvrage, Emmanuel Didier étudie la manière dont la conception des enquêtes par sondage et les manières de construire les échantillons ont évolué aux États-Unis de la fin du XIX^e siècle à la fin des années 1930. La période couverte n'est pas anodine. Elle correspond, dans les enquêtes statistiques, au passage de l'observation exhaustive des populations et des territoires, au moyen de recensements, à l'adoption des enquêtes sur échantillon. Elle a été jalonnée d'expérimentations relatives à la manière de réaliser des enquêtes partielles. Dans le même temps, l'outillage théorique s'est transformé avec l'introduction des probabilités dans la théorie statistique. Les premiers raisonnements des statisticiens de la fin du XIX^e siècle sur la manière d'observer et de compter les parties d'un tout ont laissé la place petit à petit à des questionnements qui ont conduit, à travers débats et controverses, à adopter une théorie des échantillons intégrant l'aléatoire.

Dans les statistiques agricoles aux États-Unis, ce fut chose faite à la fin des années 1930. C'est cette histoire que nous relate Emmanuel Didier. L'étude de ce passage à l'aléatoire dans les enquêtes statistiques agricoles lui permet de bien mettre en lumière la manière dont a évolué la prise en compte du lien avec le territoire dans ce passage du local et du particulier à la généralisation et à de nouvelles méthodes pour compter le tout. Outre cela, il expose, de manière fort claire, comment chaque étape de cette évolution a constitué un mode de réponse nouveau aux questions posées par la mise en place de mesures et, plus largement, de politiques d'intervention publique, en particulier pendant le New Deal.

En suivant pas à pas, très concrètement, la manière dont les statisticiens ont inventé ou ré-inventé une méthode de construction des échantillons d'enquête, l'auteur restitue l'ensemble des questionnements, des raisonnements et des inventions techniques et procédurales qui ont marqué l'histoire, aux États-Unis, du passage des enquêtes effectuées sur une partie d'un tout dans l'agriculture, fin XIX^e siècle, à l'adoption en 1939 de l'échantillon aléatoire. Il montre en particulier comment la Grande Dépression qui a frappé ce pays pendant les années 1930 a imposé au gouvernement la nécessité d'inventer de nouveaux outils d'observation statistique de la situation économique et sociale pour pouvoir élaborer des mesures de lutte contre les effets de la crise. L'évolution des techniques des enquêtes par sondage est étudiée en articulation avec les transformations des formes d'interven-

tion publique. L'ouvrage se décompose en trois grandes parties qui correspondent à trois moments de cette histoire.

La première partie présente le succès et les vicissitudes d'une méthode proche des sondages, celle du recours à des correspondants dans l'agriculture pour transmettre les informations sur les productions des fermiers à la Division statistique du ministère de l'Agriculture. La totalisation de celles-ci conduisait ensuite les statisticiens à estimer les volumes de la production agricole nationale. Le premier chapitre de cette partie guide le lecteur pas à pas en décrivant concrètement, avec beaucoup de précision, chaque étape du travail de construction de ces données chiffrées, de la collecte des informations par les correspondants jusqu'à la mise en forme finale des données dans les rapports du ministère, jusqu'à la constitution du chiffre final qui, écrit Emmanuel Didier, représentait l'« Amérique comme un tout ». Ces belles pages d'anthropologie des sciences et des techniques font entrer le lecteur au cœur de la fabrique des chiffres en reconstituant très finement la chaîne statistique qui allait de l'agriculteur correspondant à la Division statistique du ministère de l'Agriculture qui agrégeait et traitait ces données.

Si ces chiffres étaient utiles pour l'État, ils avaient pour but aussi de fournir des informations aux fermiers sur l'état global de l'agriculture afin de lutter contre les « informations fallacieuses » que les spéculateurs pouvaient publier pour fausser le marché. Bâti à partir des informations fournies par les fermiers aux correspondants pour les armer contre les effets dévastateurs de la spéculation, cet usage des chiffres agricoles par le ministère de l'Agriculture explique le rôle joué par les correspondants dans leur construction. Pour déjouer la spéculation, la collecte des informations sur la production agricole devait être effectuée par une personne de confiance, ce que représentait le correspondant aux yeux des statisticiens de la Division. Le mode de désignation de ce dernier évolua pour répondre à cette préoccupation. Dans un premier temps, il fut désigné parmi les élus locaux par les membres du congrès, ce qui suggère l'idée que « le bon représentant en statistique était un bon représentant au sens politique ». Ensuite, le groupe des correspondants fut élargi à des fermiers volontaires, censés représenter leurs semblables. Emmanuel Didier souligne, à ce sujet, que l'idée de représentativité statistique fut liée dans un premier temps à la représentativité politique.

Le lien entre représentativité statistique, représentativité politique et démocratie aux États-Unis constitue un fil conducteur central de l'argumentation développée par l'auteur dans l'ensemble de l'ouvrage, en particulier dans la troisième et dernière partie sur « l'expression de l'Amérique aléatoire, du côté urbain ». La confiance dans les données, qualité essentielle pour estimer la possibilité de généraliser les résultats obtenus sur un échantillon, était au cœur des questions posées par la collecte des informations sur une partie du tout. Le correspondant fut la réponse apportée jusqu'à la fin des années 1920 pour assurer celle-ci. Au cours de cette décennie, la question de la confiance demeura au cœur des débats et controverses suscités par la méthode de l'échantillon aléatoire par comparaison avec celle du choix judicieux. La résolution de l'Institut international de statistique de 1925

validant l'usage au choix des deux méthodes contribua à alimenter ces débats aux États-Unis, comme dans les pays européens.

La crise de 1929 ébranla le système de production de données statistiques tout autant que l'économie et la société. Pour Emmanuel Didier, le New Deal « fournit un terrain particulièrement clair pour étudier comment la politique et la statistique réarticulaient leurs liens lors d'une crise politique ». La difficulté à disposer rapidement d'informations précises pour élaborer les mesures d'ajustement dans la production agricole sonna le glas de la méthode des correspondants, il fallut trouver une autre façon de faire. La relation de confiance établie entre l'administration et les correspondants vola en éclats. Se situant délibérément dans l'approche proposée par Alain Desrosières visant à articuler l'histoire des instruments et des modes de description statistique à celle des formes d'intervention publique et des manières de raisonner, l'auteur dresse le constat suivant : « l'ancienne Amérique, caractéristique du laisser faire, composée de la population des correspondants, d'une méthode statistique et d'un certain type d'action publique, s'est délitée ». La voie était définitivement ouverte pour l'adoption de la méthode des sondages aléatoires dans l'observation de la production agricole, ce qui fait l'objet de la deuxième partie de l'ouvrage.

Dans celle-ci, l'auteur expose de manière fort démonstrative comment l'adoption du sondage aléatoire aux États-Unis pendant les années 1930 fut facilitée par le recours à la technique de la stratification. En raison de l'image de précision qui lui était attachée, l'échantillon aléatoire stratifié a contribué à faire céder les résistances des statisticiens du ministère de l'Agriculture par rapport à l'abandon de la méthode du choix judicieux et à leur faire accepter la théorie des sondages. Trois personnages jouèrent un rôle clé dans les différentes étapes de cette révolution cognitive entre 1935 et 1939 : Charles Sarle, statisticien de la Division du ministère de l'Agriculture qui avait démarré sa carrière dans l'État de l'Iowa, Henri Wallace, ministre de l'Agriculture qui venait de l'Iowa, et George Snedecor, alors directeur du Laboratoire de statistiques de l'université d'État de l'Iowa. La rencontre entre statisticiens du ministère de l'agriculture et statisticiens universitaires de l'Iowa fut décisive, un accord de coopération et de financement fut signé en 1935 entre le laboratoire et la Division du ministère. Le rôle joué par cette rencontre entre statisticiens praticiens et statisticiens académiques dans l'adoption du sondage aléatoire par la statistique administrative a été noté aussi pour d'autres pays, la Russie par exemple. Dans les pages consacrées à la diffusion de l'échantillon aléatoire stratifié au sein de la Division statistique du ministère de l'Agriculture, Emmanuel Didier souligne à juste titre que, si les statisticiens de cette Division connaissaient les travaux de Neyman et les ont cités, cela ne signifie pas pour autant que l'origine de leur démarche puisse lui être attribuée. Au contraire, écrit-il, « la question de l'aléatoire a été posée par eux de façon indépendante et différente de Neyman ». En cela il rejoint un constat similaire qui a pu être fait au sujet de l'adoption de l'échantillon aléatoire stratifié en URSS après sa formulation mathématique par Kovalevski en 1924. Le passage au sondage aléatoire dans l'entre-deux-guerres ne peut pas être étudié comme une simple évolution des techniques d'échantillonnage, de manière internaliste, mais au contraire,

dans chaque pays, en articulation avec les transformations des modes d'intervention publique et des représentations cognitives, sociales et politiques à cette époque.

Le chapitre 6 de cette deuxième partie, qui est consacré à l'Échantillon Maître (*Master Sample*), nouvelle représentation statistique consolidée et stabilisée de l'Amérique tout entière à la fin des années 1930, est aussi passionnant que celui de la première partie sur l'Amérique des correspondants. Le caractère très pédagogique des pages de cette deuxième partie est remarquable également. Celles-ci offrent au lecteur une leçon facile d'accès sur l'évolution des méthodes de construction des différents types d'échantillons aléatoires.

La troisième partie de l'ouvrage, tout aussi riche que les deux autres, expose une autre forme d'enquête, celle qui fut initiée par la CWA, *Civil Works Administration*, administration des travaux civils créée par Roosevelt début novembre 1933 pour donner temporairement et en urgence du travail rémunéré aux plus nécessiteux. Des cols blancs bénéficiaires de cette aide se virent confier le soin d'effectuer des enquêtes statistiques sur les chômeurs. Le chapitre consacré à cette expérience d'enquête qui dura jusqu'en 1936 et à cette nouvelle figure d'enquêteur soulève avec pertinence la question de la confiance dans l'enquêteur, toujours centrale dans une enquête, puisque la précision des données chiffrées produites dépend dans un premier temps de la qualité de la collecte des informations. Emmanuel Didier note judicieusement que le renforcement de « l'aspect délocalisé des outils » fut une réponse aux doutes émis à cet égard par les statisticiens. Selon lui, le développement des sondages aléatoires après 1935 aux États-Unis devint une garantie de ce qui était désigné comme scientificité et objectivité en statistique.

Replaçant de manière forte l'histoire des outils statistiques dans une sociologie politique de l'État, le dernier chapitre de l'ouvrage s'efforce de montrer comment l'évolution des enquêtes par sondage aux États-Unis a partie liée avec la construction de la démocratie dans ce pays. Ce faisant, il clôt une démonstration très riche et passionnante de sociologie de la quantification sur un cas précis, l'histoire de l'adoption des enquêtes par sondage aléatoire aux États-Unis, tout en ouvrant un chantier sur la place des instruments de quantification dans la construction de la démocratie qui mériterait d'être mené sur plusieurs pays, de manière comparative.

Martine MESPOULET
Université de Nantes

Béatrice TOUCHELAY, *L'État et l'entreprise. Une histoire de la normalisation comptable et fiscale à la française*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 383 p.

Après avoir travaillé dans sa thèse sur les origines de l'INSEE, Béatrice Touchelay poursuit, dans ce livre issu d'un mémoire d'habilitation, son histoire de « la France des nombres » à travers un moment particulier de la comptabilité d'entreprise, celui d'un long processus de normalisation imposé par l'État au cours du xx^e siècle. Comme le montre le professeur de gestion Yannick Lemarchand dans

une préface qui inscrit bien le livre dans la longue durée, la France a longtemps été un pays très libéral en matière comptable. Il a fallu que l'État soit en mal de recettes fiscales pendant la Première Guerre mondiale pour qu'il se préoccupe d'imposer des normes pour taxer les bénéfices de guerre. Mais ce n'est qu'avec les débuts de la Cinquième République qu'il parvient à rendre ces normes obligatoires, et encore dans une généralisation « paisible » qui laisse plusieurs années aux différentes branches pour s'y rallier, jusqu'au décret de 1965 qui établit une liaison formelle entre la détermination du bénéfice fiscal et le plan comptable général de 1947.

B. Touchelay nous livre une histoire minutieuse, selon un plan strictement chronologique en quatre parties, dix chapitres et un épilogue, des flux et des reflux de ce processus de normalisation qui se prolonge pendant une cinquantaine d'années. Elle nous révèle un État finalement assez impuissant, qui se heurte à trois obstacles principaux pour imposer des règles pourtant indispensables à la fiscalité des entreprises. Les entreprises, à travers leur représentation dans les organisations patronales (confédérations, fédérations professionnelles et chambres de commerce) telle que l'auteure les appréhende de manière privilégiée, résistent d'abord fortement à des procédures qui remettent en cause leur tradition de secret des affaires. Le corps des comptables, profession de techniciens méprisée par les élites françaises, administratives et économiques imbriquées, est ensuite trop faible et inorganisé pour réguler ces pratiques. Enfin, l'administration fiscale n'a pas les moyens de ses ambitions de contrôle. Politiquement, la normalisation comptable a plutôt été portée par des hommes de gauche comme Vincent Auriol ou Pierre Mendès France qui n'ont souvent effectué que de brefs passages au pouvoir. La période vichyste aurait pu, par son orientation dirigiste, constituer une avancée décisive, mais le contexte de la collaboration contribue plutôt à discréditer le plan comptable imposé en 1942. C'est pourtant dans une certaine continuité personnelle, entre responsables des anciens comités d'organisation et membres des nouvelles commissions, qu'un nouveau plan comptable est élaboré en 1947. Si son édition est un best-seller (45 000 exemplaires vendus d'ici à 1956), son adoption obligatoire est longtemps reportée. La masse des entreprises petites et moyennes n'y voit qu'une contrainte à laquelle elles préfèrent échapper par une imposition forfaitaire. Mais, comme le montre bien B. Touchelay, cette logique trouve sa limite dans sa radicalisation avec le mouvement Poujade : celui-ci s'oppose à une pression fiscale qui, en l'absence de normes comptables, ne peut justement être qu'arbitraire. La confédération patronale, CGPF puis CNPF après 1945, qui avait toujours cherché à préserver l'unité du milieu s'éloigne alors des petits entrepreneurs pour relayer la voix des grandes entreprises, qui poussent à l'adoption de règles objectives. Si l'État réussit finalement à imposer la normalisation indispensable à ses recettes fiscales, c'est parce qu'il se trouvait enfin d'autres acteurs intéressés. Au moins les sociétés cotées sont obligées, même si leurs actionnaires ne sont pas encore tout puissants, de déterminer de manière incontestable le montant de leurs bénéfices, dans une logique de régulation qui annonce les exigences de la *corporate governance*. Les syndicats de salariés auraient pu aussi constituer un facteur favorable, s'ils avaient été plus intéressés à la participation aux résultats que leur propose le pouvoir gaulliste.

Cette période particulière où l'État joue un rôle moteur apparaît donc comme une longue parenthèse entre deux phases libérales, l'une où la comptabilité d'entreprise restait une affaire purement privée entre les propriétaires et les associés, l'autre où il se trouve des partenaires financiers plus gourmands que le fisc pour avoir intérêt à une détermination formelle des bénéfices.

B. Touchelay nous livre une histoire fine mais jamais aride de ce qu'elle résume comme la lente victoire du monde des chiffres. Elle ne fait pas du tout l'histoire technique des pratiques comptables, ce qu'on peut parfois presque regretter tant elles paraissent un peu abstraites dans son récit ; elle fait l'histoire des luttes auxquelles se livrent les hommes qui compose ce qu'elle appelle une « nébuleuse calculatrice ». Sa matière est toujours originale, grâce à un dépouillement d'archives et de sources imprimées considérables, et les acteurs qu'elle met en avant sont souvent méconnus, parce que la cause qu'ils portent n'est pas perçue comme prestigieuse. Elle montre bien pourtant combien cette normalisation comptable et fiscale relève d'une dimension majeure de la modernisation de la société française, qui n'avait jusqu'alors jamais été reconnue comme telle par l'historiographie.

Hervé JOLY

CNRS, LARHA, université de Lyon-2

Katerina BRÉGIANNI, *Modern Greek Coins, State and Ideology from the Revolution to the Inter-war years*, Academy of Athens, Athens, 2011, 363 p.

If the historical account of the modern Greek coin had been published three years ago, it is almost certain that it would have been dealt with as research into a period that had finished, probably never to return, in 2001. Recent developments, however, and the severe crisis that the Eurozone is facing, with Greece as the pinnacle, but with its other member states moving towards the same impasse, oblige the reader to look again at the history of the drachma from a different angle, seeking parallels, arguments, even answers regarding ways in which the crisis could be faced. Of course, history does not offer ready solutions, recipes for the present and the future, but it does contribute to the understanding of procedures and, for those who really wish it, the exploitation of historical experience. The book has been published in Greek, therefore, for the shake of foreign readers, I shall try to give also some details of its various themes on the political and economic history of modern Greece.

The recent book of Katerina Brégianni covers these needs because it doesn't examine the history of the modern Greek coin independently or exclusively in relation to economic procedures in Greece today but links it to the structural characteristics of the mechanisms of a newly established state with a desire to follow the recent example of European nations. One example is the industrial revolution which, during the nineteenth century, spread rapidly throughout Western Europe and North America. In one way or another, it affected the world economy in connection with the ideology of the upwardly moving bourgeoisie and of their basic

institution, the nation state. As the author herself says, the tracing within the history of the coin of the economic and social mechanisms, the development of the market and the procedures of financing and, finally and most importantly, the articulation of political power and numismatic institutions has been attempted. More precisely, for the modern Greek state, she says that the coin illustrated different aspects of the way of governing but also reflected the ideological battle for the matter of Greekness. Additionally, the Greek numismatic mechanisms and the domestic financial crises are examined in their European context.

On the basis of the above, the divisions of the book follow the political events that define the developments and the shaping of the modern Greek state and its economy, *i.e.* the chapters examine the first attempts to acquire a national coin by Ioannis Kapodistrias (1828-1831) and the coin during the time of King Otto (1833-1862). There follow two periods with the arrival of the new dynasty up to the removal of the forced circulation at the end of 1884 and the political reversal of 1909. In a separate chapter the incorporation of the Ionian Islands (1864) and Thessaly (1881) and the consequences for the monetary system are examined. In the two last chapters the period of economic and political modernisation during the war is tackled and finally the period from the foundation of the Bank of Greece in 1927 up to the entry of Greece into the Second World War is dealt with.

Before this, however, there is an introductory first chapter which summarizes the numismatic moves in Europe in conjunction with the economic developments in the corresponding time span where the Greek case is examined. It is a matter of a detailed and systematic analysis of economic liberalism and the industrial revolution, the gold standard, bimetallism and economic developments in the inter-war years, peaking with the crisis of 1929. I think its usefulness and the help it offers, especially to students working on the economic history of Europe, are rare in the Greek bibliography. Naturally, it is aimed at all those who are repelled by stereotypes of the prevailing modern speech that tries to justify and perpetuate the swamp in which we live. Along with this, however, I would like to pause for a while on the presentation in this chapter of the Latin Monetary Union (LMU), thought by many, and probably rightly, to be the forerunner of the Eurozone. Although the LMU did not achieve the establishment of a common currency, it managed, though the creation of a common monetary zone, to ensure the uniformity of the common monetary system, with consequences on an international level. For sixty years, from 1865 to 1926, in the midst of economic crises and the turbulence of war, the LMU demonstrated its capabilities, its inconsistencies and the limits of a common monetary policy between national states. Of course, comparing it to today's circumstances in the Eurozone is risky, in spite of the definite return, forty years ago, to arbitrary liberalism. However, the internationalism of the monetary question that started with the LMU has now become a fixture, with the result that the need for a monetary mechanism that supersedes narrow national limits has been ascertained (international role of the dollar, the euro, recent thoughts for a common monetary policy in Asia and Latin America). Perhaps today there is no dilemma between bimetallism

and the gold standard that occupied the LMU (it disbanded after the domination of the gold standard), but, then as now, the dialectic relationship between political choices and economic necessities has been shown. Many assert that the introduction of the euro came in answer mainly to political questions that concerned European countries on an international, geopolitical level, which explains older forecasts regarding the non-realization of the Eurozone or regular references to the imminent collapse of the euro. On the contrary, things are more complicated and, as Brégianni notes regarding the LMU, « these countries' joining the LMU was not, in the majority of cases, for political reasons ». So, for the Eurozone, I believe that we have to see the developments in the light of the contradiction between the international nature of capital and the inability to overcome the national state. To refer once again to Brégianni, the coin as an institution and not exclusively as an economic notion, demonstrates the interconnection between political power, historical circumstances and economic mechanisms. That is to say, the collapse of the Eurozone will not be exclusively either an economic or a political event with local consequences.

The appearance of the modern Greek state was the first special event in the Europe of the nineteenth century. The small country was neither a colony nor a part of some modern European state but was a secession from the Ottoman Empire, a peculiar state with a semi-feudal character and structures that did not fit in with European tradition. The attempt from the first moment to shape a state mechanism that would serve the needs of a society that wanted to follow the paradigm of modernity with corresponding economic relations and ideological references is characteristic. This is confirmed by Brégianni's historical account of the process of introducing a national coin and incorporating it into the economic and social life of the new state, following previous attempts by historians, for example by V. Prontzas.

This is the first time that sources have been used so extensively, either in Greece or abroad, to construct in detail the whole course of the modern Greek coin to its establishment and its imposition as the national coinage in daily use. In other words, it is shown through the sources the interaction between national and international practices. In particular, within the legislature and the published Governmental decrees political will can be reshaped to create administrative and economic mechanisms that contribute to the financing of the economy and cover the daily needs of the citizens. The attempt was not at all easy for a new state already in debt even before its foundation, its only source of income being ecclesiastical silver. In spite of the best intentions of the politicians, government decisions and legal decrees were rarely applied with their original objectives, with the result that frequent issuing of amendments was required to cover immediate needs. Kapodistrias' decision to found a mint proved quite ambitious since the cost of modern equipment was unaffordable. At the same time there was a lack of technical skill for its operation. In the end, the issue was limited to 11,898 silver phoenixes and silver and gold multiples were never struck, due to a shortage of precious metals.

The Ottonian numismatic system attempted to solve the serious problems of monetary policy by introducing the drachma. The nucleus of the new system,

however, did not differ significantly from the old. On the one hand, the drachma, like the phoenix, was linked to the Spanish real, whereas the initial prohibition of foreign currency was amended by the acceptance of certain kinds for payments into the Treasury. In the current discussion about the nature of the Ottonian monetary system, Brégianni accepts that it was bimetallic, asserting that the intention of linking modern Greek coinage to the structure of foreign trade and its incorporation in an open economy is evident. The policy of the Ottonian Kingdom was in step with the spirit of the prevailing economic liberalism of the age and, as the author notes, the bimetallic standard and later the gold standard attempted to consolidate a monetary regularity, aiming at strengthening the free circulation of capital and fixing an international monetary system. As already stated, the detailed research both into the existing archival material and into additional archives in Greece and abroad, recently publicized, permitted reshaping the history of each coin issue as far as the quantity, place of issue and the course of the imports into Greece are concerned, often overturning former evaluations. Also, the real function of the Greek Mint up to its dissolution in 1858 under the weight of a bad public financial system becomes clear. As the author points out, the monetary system introduced by Otto collapsed quite a while before he himself left the country.

The new dynasty found itself with the task of restoring the financial system to health in a European crisis situation. Law 204 of 1867 laid the foundations of the monetary policy for the next 40 years and, according to Brégianni, in broad terms until 1928. The central point of the new monetary policy was the participation of Greece in the Latin Monetary Union, which meant the establishment of safeguards for the bimetallic system. As mentioned at the beginning of this review, the political expediency of Greece joining the LMU is obvious (political dependency on the part of France) but it must be suitably linked to the economic and mercantile infiltration of French investments. The author links the sequence of these events in a very correct and persuasive way without exceeding the international situation and the attempts of all Greek governments to apply a policy of development, always in the spirit of economic liberalism. However, the new numismatic system, never totally applied, demonstrated, according to the author, on the one hand the expectations and hopes and on the other the fears and insecurity of the Greek middle classes that expressed at the same time their love of and scorn for the coin.

The passing of Law 3642 of 1910 meant the gradual change to the gold standard and allowed the better regulation of currency relations, in spite of the fact that it contributed to the complete control of the currency market by the National Bank. The assessments of various researchers regarding the efficiency of the new legislative arrangement in stabilizing the currency and restoring the finances to health do not agree, although it is a fact that it contributed to the ability of the Greek state to get more foreign loans in a time of war, without serious fluctuation. The author focuses more on the maintenance of the same system after the entry of Greece in the First World War and especially for the duration of the Asia Minor campaign (1919-1922), considering it unrealistic. It should be noted, however as Brégianni also

accepts, that all the European states, after the war, insisted on a return to economic liberalism and on the application of the gold standard. In the case of Greece, the forced loans of 1922 and 1926, as well as the immediate intervention of the Financial Committee of the League of Nations, meant the change to the gold-currency standard. The striking of the drachma of 1926, devalued about 15 times in relation to the 1867 drachma, reflected the new circumstances.

Monetary stability and attempts to improve the economy are linked, however, to the imposition, actually by the Fiscal Committee of the Government of Greece, of the institution of the Central Bank in 1928 and the abolition of the National Bank's right to issue currency. The author notes that Greek governments were forced to accept the international legality of the gold-exchange standard, since the Greek economy was, for the most part, dependent on international capital. I think, however, that for this period greater emphasis should have been placed on the decisive role played by Britain and the direct intervention of the Bank of England and the policy of the Bank of Greece. The lifting of the connection between the drachma and gold in April 1932 and the cessation of the servicing of the foreign public debt the following month mark the transition from economic liberalism to economic nationalism with the strengthening of the interventional role of the state. Of course, that was the dominant practices in almost all the European countries in the 1930s, consolidated and matured after the war.

I would like to point out one more aspect of this important book that I consider equally important. If the national coinage permits the newly formed state to arrange economic relations at home as well as internationally, it contributes the same amount to the ideological formation within its symbolic range. As Brégianni is careful to point out, power penetrates the whole of the country through means of the coin, even the smallest fraction, bearing royal image, as happened during the reign of George I. The representations on the coins have ideological connotations for « Greekness » that the state mechanism wanted to project to its subjects. As the author implies, from the middle of the nineteenth century onwards, the Greek state adopted Western kind of numismatic patterns in the same time that the application of occidental monetary models reflect the decisive turning of Greece to the West. The numismatic memory is literally engraved. This, based on the portrayal of the dominant myths, attempts to safeguard the continuation of Hellenism: from the ideological impressions on the phoenix with its conveyance of the ideas of the Enlightenment to Greece and polysemy, as the author so successfully iterates, as far as the symbols of « Greekness » in the neoclassicism of the monarchical drachma with the exclusive linear connection between ancient and modern Hellenism are concerned. She points out that the reproduction of classical Greek themes on coins and banknotes was not the result of nationalism but rather under the influence of Western European numismatic practices of the period which were transfer to Greece as a counter loan. With the contribution of new archival material, the choices of iconography on the coins of the new modern Greek state are analysed and interpreted up to the 1930s. There we meet the unique

instance of a shortage of new issues after the restoration of the monarchy (1935) and the continuous circulation of the pieces of the democratic period.

Besides the analysis of economic, political and ideological aspects of the Greek coinage, the book offers new evidence for the quantitative aspect of the numismatic phenomena, showing the degree of regularity of every issue as well as the numismatic functionality of the Greek state, namely how it imposed its policy in everyday life. The author took advantage of new sources, never examined before, of the Ottonian period (Archive of Secretariat of Finance in General State Archives) as well as of the period of George I (Archive of Hôtel de la Monnaie) and presents new or corrected summations of the successive issues. During the 19th century, the numismatic regularity on international level determined also the Greek domestic coin prints, the book offers respective quantitative records according to the new sources, especially for the period after the bankruptcy of 1893 and the consequences during periods of emergency circulation. Although it is not strictly a quantitative subject, the book offers new records for the professional and social networks of the German and French artists who worked for the making of the Greek coins. This is another indication, on the one hand for the dependence of a peripheral country on technical issues of printing and reproduction of coins and on the other hand for the closed relation between central state power and the mechanism of coins production, a phenomenon which started in early modern times.

Katerina Brégianni's book, drawing in the best possible way on the whole range of sources available, therefore offers a well-rounded historical account both for modern Greek coinage and for the monetary policy of the new Greek state, investigating the many versions of social reality either on a symbolic or on a completely realistic level. As the author notes, in the 19th century coinage and monetary policy were more closely linked to the needs of the state, whereas in the twentieth century to the operation of the market. We could add, quoting Gilles Deleuze, that the developed capitalist society was, during the eighteenth and nineteenth centuries, a society of discipline, as Michel Foucault defined it, while mainly after the Second World War it was a society of control. More specifically: It is perhaps the money that expresses better the distinction between the two societies, since discipline was always linked to the minted coin that reaffirmed gold as the value of reference, while the control referred to fluctuating parities, regulated according to the value imposed by a group of given coins¹. Now having the history of the modern Greek coin during the period of the society of discipline, we await the history of the drachma and the euro during the period of the society of control.

Manolis ARKOLAKIS
Université ouverte Grecque

1 Gilles DELEUZE, first published in French as « Post-Scriptum sur les sociétés de contrôle », *L'Autre journal*, n° 1, mai 1990, reprinted in the volume *Pourparlers*, Paris, Éditions de Minuit, 1990. In English: « Postscript on the Societies of Control » *Negotiations*, New York, Columbia University Press, 1995,